

**Termes de référence**

**« Appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la formation professionnelle privée : processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public »**

### Acronymes et significations :

<b>DFP</b>	Département de la Formation Professionnelle
<b>EFP</b>	Etablissement de Formation Professionnelle
<b>EFPP</b>	Etablissement de Formation Professionnelle Privée
<b>FMEP</b>	Fédération Marocaine de l'enseignement Privé
<b>FP</b>	Formation Professionnelle
<b>MCA</b>	Millennium Challenge Account-Morocco
<b>MCC</b>	Millennium Challenge Corporation

## 1. INTRODUCTION

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain. Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

**Le projet « Education et formation pour l'employabilité »** a pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et de l'accès équitable à ces programmes, afin de mieux répondre aux besoins du secteur productif. Ce projet s'articule autour de deux activités, à savoir « Education secondaire » et « **Développement de la formation professionnelle et de l'emploi** ».

- **L'activité « Education secondaire »** comprend trois composantes fondamentales : (i) le développement d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire, (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.
- **L'activité « développement de la formation professionnelle (FP) et de l'emploi »** comprend : 1) La création d'un fonds pour le financement des initiatives de création de nouveaux centres ou de reconversion des centres déjà existants via un partenariat public-privé ; 2) L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ; 3) La promotion de l'emploi inclusif par des financements innovants axés sur les résultats permettant l'insertion des femmes économiquement inactives et des jeunes chômeurs à risque issus des zones urbaines et périurbaines dans le marché du travail et 4) L'appui à la mise en place d'un système intégré d'observation du marché du travail.

### **1.1. Informations sur l'Agence MCA-Morocco :**

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, l'Agence est chargée de la mise en œuvre du Compact II.

L'Agence MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'orientation stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et assisté d'un Comité de gestion dans la supervision de l'exécution du Compact II.

### **1.2 Normes et exigences particulières**

Le prestataire devra tenir compte, dans l'exécution de sa mission, des politiques générales et des standards de MCC, notamment en termes d'intégration des normes environnementales, de genre et d'inclusion sociale et qui sont applicables à toutes les activités financées par le Compact II.

**Normes de performances environnementales et sociales :** les directives environnementales de MCC établissent un processus visant à « s'assurer que les projets entrepris dans le cadre des programmes financés par le Compact sont respectueux de l'environnement, qu'ils sont en conformité avec les exigences légales et réglementaires nationales applicables et qu'ils ne sont susceptibles de causer aucun danger significatif pour l'environnement, la santé ou la sécurité ». L'adhésion aux lignes directrices environnementales de MCC exige que tous les projets soient conçus, mis en œuvre et suivis en tenant compte des considérations environnementales et sociales. Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale fournissent les critères spécifiques que les projets et les activités

du Compact doivent respecter ainsi que les principes qui doivent prévaloir lors des différentes phases de développement des projets.

Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) sont disponibles au niveau du lien suivant:

[http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/38fb14804a58c83480548f8969adcc27/PS\\_French\\_2012\\_Full-Document.pdf?MOD=AJPERES](http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/38fb14804a58c83480548f8969adcc27/PS_French_2012_Full-Document.pdf?MOD=AJPERES)

**Principes d'inclusion sociale et de genre :** L'Agence MCA-Morocco apporte une attention particulière à la prise en compte des inégalités sociales et de genre et à leur intégration lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Les inégalités conduisent à une affectation inefficace des ressources et retardent, par conséquent, le développement, en général, et la croissance économique, en particulier. Pour la mise en œuvre de ces normes, un Plan d'action genre et inclusion sociale (Le PAGIS pourra être partagé avec le prestataire retenu par l'Agence MCA-Morocco) est mis à la disposition des différents prestataires. Conformément à la politique genre (<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>) et aux directives de MCC (<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>), le PAGIS traduit l'engagement des différentes parties prenantes au Compact II à promouvoir l'inclusion sociale et le genre au niveau de toutes les étapes de conception et de mise en œuvre des projets. Son objectif est d'assurer que les contraintes socio-économiques, pouvant affecter la pleine participation des populations et leur accès aux retombées des projets, soient atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive soient identifiées.

## ***1.2. Secteur de la formation professionnelle privée :***

La formation professionnelle constitue un pilier essentiel des systèmes d'éducation et de formation en devenant davantage un moyen de développement des richesses et d'évolution de la société. Elle occupe une place importante dans la valorisation du capital humain du pays.

Ce secteur a connu ces dernières années des réformes importantes et une nouvelle impulsion a été donnée à la formation professionnelle, suite aux Hautes Instructions et Orientations de Sa Majesté Le ROI Mohammed VI, Que Dieu l'Assiste, qui donne une importance capitale au développement de la FP.

Le secteur de la formation professionnelle privée, érigé en partenaire de l'Etat, en matière de formation et de développement des qualifications, par la Charte Nationale de l'Education et de la Formation (CNEF), n'est pas en marge de ces réformes et de cette dynamique du secteur et bénéficie aujourd'hui de statut de prestataire de service public reconnu par l'Etat.

En effet, ce secteur a fortement contribué à la réalisation des objectifs des réformes initiées dans le domaine de la FP, surtout après la promulgation de la loi 13.00 portant statut de la formation professionnelle privée et les textes pris pour son application.

Le secteur compte au titre de 2018/2019, 1256 établissements opérationnels (hors 116 centres de formation par apprentissage) avec 79.477 Stagiaires, encadrés par 9.075 Formateurs, 42.728 lauréats ont été mis sur le marché du travail en 2018.

Depuis la promulgation de la loi 13.00, un vaste programme de mise à niveau a été lancé par l'Autorité Gouvernementale Chargée de la Formation Professionnelle, pour garantir la qualité de ses prestations à travers, notamment, la qualification des filières de formation et l'accréditation des établissements. Ces opérations restent cependant des actes volontaires dans lesquelles peuvent s'engager des établissements privés. Actuellement 420 établissements sont accrédités et délivrent des diplômes reconnus par l'Etat. Ces établissements forment 51% des inscrits de ce secteur.

L'arsenal juridique susmentionné a prévu également d'ouvrir la possibilité aux jeunes inscrits dans des

établissements non accrédités de passer des examens organisés par les établissements publics et obtenir des diplômes et certificats établis par les centres d'examens retenus dans le cadre de conventions de partenariat entre les établissements de formation professionnelle privée et ceux du secteur public.

Les modalités et les conditions d'organisation des examens, objet des conventions susvisées, ont été définies dans le cadre de l'Arrêté n° 2140-03 du 9 chaoual 1424 (4 décembre 2003). Toutefois cette disposition de la loi 13.00 n'a jamais été mise en œuvre.

Dans le cadre de la rentrée scolaire 2019-2020, le Ministère en charge de la Formation Professionnelle s'est engagé à réactiver cette disposition pour donner la chance aux jeunes inscrits dans des EFPP non accrédités d'avoir un diplôme délivré par un établissement public, et ce en attendant de l'élargissement de la couverture des EFPP accrédités.

### ***1.3. Composante « appui à la réforme de la formation professionnelle » :***

Dans le cadre de l'activité « Formation Professionnelle », la composante appui à la réforme de la formation professionnelle vise à apporter aux acteurs publics et privés concernés par la formation professionnelle, l'assistance technique requise pour appuyer l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle découlant de la Vision stratégique de réforme du système d'éducation et de formation 2015-2030 et de la stratégie nationale de la formation professionnelle à l'horizon 2021 qui s'inscrit dans cette vision.

Elle vise également à appuyer le département de la Formation Professionnelle (DFP) et ses partenaires pour améliorer la performance du système de formation professionnelle actuel et pour la mise en œuvre des principales réformes ayant pour objectif d'améliorer la qualité de la formation professionnelle et la capacité dudit système à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes catégories de publics cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

Ce chantier d'appui à la réforme de la formation professionnelle conduit par MCA-Morocco en étroite collaboration avec les différents acteurs du système de la formation professionnelle concerne 5 axes prioritaires: le cadre juridique et institutionnel, le financement, la formation Continue, le secteur privé de la FP et l'inclusion sociale et genre. Ce chantier est mené en deux étapes : une première étape qui permet d'affiner le design et une seconde étape d'implémentation qui consiste à mettre en œuvre les outputs du design ou toute autre activité jugée prioritaire par les parties prenantes durant la période du Compact II, avec un ciblage des actions prioritaires de concert avec les parties prenantes. A l'heure actuelle, la première étape est achevée pour l'ensemble des axes d'appui à la réforme.

Concernant l'axe consacré au secteur privé de la formation professionnelle, les documents produits dans le cadre de cette phase sont annexés aux présents termes de références :

- **ANNEXE 1** : RAPPORT D'ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE DE LA GESTION ET DE L'ORGANISATION DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE PRIVÉE ET DU FOND DOCUMENTAIRE EXISTANT
- **ANNEXE 2** : RAPPORT RELATIF A L'IDENTIFICATION ET A LA CONCEPTION DE MODELES D'ORGANISATION, DE GESTION ET DE RECONNAISSANCE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES PRIVEES
- **ANNEXE 3** : RAPPORT RELATIF A L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION GLOBAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE ORGANISATION DU SECTEUR PRIVÉ DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

## **1. OBJECTIF ET CONSISTANCE DES TERMES DE RÉFÉRENCES**

L'objectif de ces termes de références est de définir les contours de la mission portant sur l'accompagnement du DFP et de ses partenaires dans le processus d'examen et de certification des

lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public. L'intervention du prestataire s'articule autour des missions suivantes:

**Mission 1 :** Lancement et cadrage du projet

**Mission 2 :** Elaborer la démarche et le processus d'identification des centres d'examens et des filières

**Mission 3 :** Concevoir le dispositif d'examen et de certification

**Mission 4 :** Accompagner le DFP dans la réalisation d'une première opération du processus d'organisation des examens de fin de formation au profit des stagiaires des EFPP par des établissements de FP publics

**Mission 5 :** Organiser un séminaire de partage et de restitution des travaux.

La réalisation de ces activités devrait se faire selon une approche participative qui associe, par le biais de focus groupe et ateliers thématiques, l'ensemble des parties concernées par l'objet de ces termes de références.

Le consultant est appelé à travailler principalement, durant l'exécution de ce contrat, avec les parties prenantes suivantes :

- Le Département de la Formation Professionnelle
- L'OFPPT et les principaux opérateurs publics concernés
- Le Ministère en charge des Finances
- Le conseil supérieur de l'Education, de la Formation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- La FMEP et les associations professionnelles du secteur privé de la FP

La mobilisation du prestataire se fera après la signature du contrat et sa notification par ordre de service de démarrage.

## **2. DESCRIPTIF DES MISSIONS ET DES LIVRABLES**

### **Mission n° 1 : Lancement et cadrage du projet**

Le consultant devra animer une séance de lancement et de cadrage du projet qui sera consacrée à la présentation de la méthodologie d'intervention pour la réalisation des différentes missions objet de la présente consultation.

Dans le cadre de sa démarche, le consultant est tenu de mener des consultations auprès de tous les acteurs susmentionnés.

**Cette mission donnera lieu à une note de cadrage (Livrable n°1) qui relate la vision concertée des différents acteurs, tout en présentant et expliquant la méthodologie, le planning de réalisation des missions/activités programmées, l'organisation de l'équipe projet, le contenu et la finalité de chaque mission.**

Tout au long de l'exécution des prestations objet de ce contrat, le Consultant est tenu de collaborer avec la Direction Suivi/Evaluation et Analyse Economique de MCA-Morocco pour les aspects de suivi, tels que définis dans le Plan Suivi/Evaluation et avec le cabinet qui mène l'évaluation indépendante de l'Activité.

Il devra également collaborer avec les consultants mobilisés sur les autres projets notamment l'évaluation et l'assurance qualité, le GIS, etc...

### **Mission 2 : Elaborer la démarche et le processus d'identification des centres d'examens et des filières**

Il s'agit de proposer et d'élaborer la démarche et le processus d'identification des centres d'examens et des filières devant faire l'objet de l'organisation des examens.

Pour cela, le prestataire est tenu de:

- Produire les outils nécessaires pour arrêter la liste des établissements de formation professionnelle privée pouvant conclure des conventions d'organisation d'examens, ainsi que le modèle d'attestation à délivrer à ces centres.
- Etablir la démarche idoine pour le choix des filières et niveaux de formation objet d'examens et les conditions exigées, les objectifs de formation, les modalités d'évaluation.

***A l'issue de cette première mission, le prestataire est tenu de produire le livrable suivant :***

- **Livrable 2 : Rapport sur la démarche et le processus d'identification des centres d'examen et de choix des filières**

### **Mission 3 : Concevoir le dispositif d'examen et de certification**

Il s'agit de concevoir le dispositif d'examen et de certification des lauréats des EFP privés par les EFP publics. A cet effet, le prestataire est tenu de :

- Etablir toute la procédure depuis la planification, la préparation des examens et leur organisation jusqu'à la certification. Il est tenu également de décrire les rôles, engagements et responsabilités de toutes les parties.
- Proposer un modèle de la convention devant être conclue à cet effet entre les EFPP et le centre d'examen.

***A l'issue de cette première mission, le prestataire est tenu de produire le livrable suivant :***

- **Livrable 3 : Rapport sur le dispositif d'examen et de certification des lauréats des EFP privés par les EFP publics**

### **Mission 4 : Accompagner le DFP dans la réalisation d'une première opération du processus d'organisation des examens de fin de formation au profit des stagiaires des EFPP par des établissements publics**

Le prestataire est tenu d'expérimenter ce dispositif sur deux centres d'examen à identifier par les parties prenantes. Cette expérimentation doit couvrir tout le processus à partir de l'étape de planification jusqu'à la certification (d'octobre 2020 à juillet 2021).

Il est aussi tenu de proposer les ajustements nécessaires au dispositif proposé suite à cette première opération pilote.

***A l'issue de cette première mission, le prestataire est tenu de produire le livrable suivant :***

- **Livrable 4 : Rapport sur l'accompagnement dans la réalisation de la première opération pilote**

### **Mission 5 : Organiser un séminaire de partage et de restitution des travaux.**

Il s'agit d'organiser un séminaire de partage et de restitution des travaux (200 personnes environ). Ce séminaire sera adressé aussi bien aux établissements publics que privé de la FP.

Toute l'organisation et la logistique sera assumée par le consultant qui devra préparer au préalable un rapport sur la démarche d'animation, les thématiques, les supports et l'évaluation à approuver par

l'Agence MCA-Morocco.

***A l'issue de cette mission, le prestataire est tenu de produire un rapport sur le déroulement du séminaire (livrable n° 5)***

### **3. LIVRABLES, ÉCHÉANCIER ET PAIEMENT**

3.1. **LIVRABLES** : Le prestataire est tenu de fournir :

- Les rapports en édition finale de chaque livrable ;
- Un support magnétique comprenant les fichiers numériques constituant les documents écrits modifiables pour les textes, les tableaux, les graphiques et les schémas.

L'impression des documents se fait en recto verso, texte noir et couleur, photos et cartes en quadrichromie sur un support papier de bonne qualité. Le prestataire doit remettre les documents afférents à chaque tâche en langue française.

Tous les livrables sur support magnétique seront sous format informatique préalablement approuvé par l'Agence MCA-Morocco.

La présentation de chaque livrable devrait faire l'objet d'une réunion avec les parties prenantes désignées par l'Agence MCA-Morocco.

Les livrables deviennent propriété totale de l'Agence MCA-Morocco à leur réception.

### **3.2 SUIVI D'EXÉCUTION DU CONTRAT**

L'Agence MCA-Morocco sera appuyée par un **comité de suivi** du projet pour assurer le suivi de l'exécution de toutes les activités et veiller sur leur bon déroulement. Ce comité, co-présidé par l'Agence MCA-Morocco et le département de la formation professionnelle, est composé notamment des représentants de :

- L'OFPPPT et les principaux opérateurs publics concernés ;
- Ministère en charge des Finances ;
- Conseil supérieur de l'Education, de la Formation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- La FMEP et les principales associations professionnelles du secteur privé de la FP ;
- Toute personne/organisme dont l'apport est jugé pertinent.

### **3.3 NIVEAU D'EFFORT ET DUREE DE LA MISSION**

La durée maximale de la mission est de 20 mois avec un niveau d'effort de 147 HJ.

### **3.4 DELAIS D'EXAMEN ET D'APPROBATION DES LIVRABLES**

Les délais d'exécution pour chaque livrable n'incluent pas les délais de validation.

Les délais de validation pour chaque livrable incluent un délai d'examen et de formulation des commentaires de quinze (15) jours calendaires maximum pour l'Agence MCA-Morocco et parties prenantes et un délai de dix (10) jours calendaires maximum pour l'intégration des commentaires par le cabinet.

### **3.5 DUREE D'EXECUTION DES MISSIONS ET PAIEMENT.**

Le paiement ne sera effectué qu'après validation des livrables.

La durée de chaque prestation, les livrables à fournir et les paiements y afférents se présentent comme suit :



Mission	Livrable	Délai de remise des livrables hors délai de validation	Taux paiement
Mission n°1 :	Livrable 1 : Rapport méthodologique	1 mois après la date de notification par ordre de service	10 %
Mission n°2 :	Livrable 2 : Rapport sur la démarche et le processus d'identification des centres d'examen et de choix des filières	1,5 mois après validation de L1	20 %
Mission n°3 :	Livrable 3 : Rapport sur le dispositif d'examen et de certification des lauréats des EFP privés par les EFP publics	2 mois après validation de L2	25 %
Mission n°4	Livrable 4 : Rapport sur l'accompagnement dans la réalisation de la première opération pilote	10 mois après la date de notification par ordre de service partiel	35 %
Mission n°5 :	Livrable 5 : Rapport du séminaire	0,5 mois après la date de notification par ordre de service partiel	10 %

#### 4. QUALIFICATIONS DU PERSONNEL

##### 4.1- PERSONNEL CLE :

Expert(e)s	Qualifications requises
<p>Spécialiste en ingénierie de formation professionnelle</p> <p><b>Chef de projet</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etudes supérieures (Bac +5 au minimum)</li> <li>➤ Au minimum 5 ans d'expérience en gestion de projet en tant que chef de projet (ayant conduit au moins deux projets réussis).</li> <li>➤ Grandes capacités en matière d'animation de groupes de travail</li> <li>➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière d'ingénierie de FP et de gestion du système de formation professionnelle (avoir participé à au moins 2 projets dans ce domaine) ;</li> <li>➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière de gestion et d'organisation des établissements de formation professionnelle publics (avoir participé à au moins 2 projets relatifs à la FP publique) ;</li> <li>➤ La connaissance du fonctionnement du secteur privé de formation professionnelle au Maroc est un atout (avoir participé à au moins un projet en lien avec le secteur privé de la Formation professionnelle au Maroc).</li> <li>➤ La maîtrise de la langue française est requise</li> </ul>
<p>Spécialiste en <b>gestion des établissements privés de la FP</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etudes supérieures (Bac +4 au minimum)</li> <li>➤ Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le management des établissements privés de la formation professionnelle ;</li> <li>➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière de gestion et d'organisation des établissements de formation professionnelle privé (avoir participé à au moins 2 projets relatifs à la FP privée)</li> <li>➤ La maîtrise de la langue française est requise</li> </ul>

<b>Spécialiste en gestion des établissements publics de la FP</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etudes supérieures (Bac +4 au minimum)</li> <li>➤ Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le management des établissements publics de la formation professionnelle ;</li> <li>➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière de gestion et d'organisation des établissements de formation professionnelle publics (avoir participé à au moins 2 projets relatifs à la FP publique)</li> <li>➤ La maîtrise de la langue française est requise</li> </ul>
---	---